

- TUNISIE CHÉRIE -

El-Hadi Chalabi

Vendredi 14 janvier 2011 *le plateau du vingt heures de France2*, ouvrant sur la grande manifestation populaire de Tunis annonce le départ de Zine El Abidine Ben Ali, dans une fuite impensable peu de temps auparavant. La suite s'enchaîne très vite. Inutile de chercher à comprendre, pour le moment, comment soudain, se produit cette concomitance entre un sauve-qui-peut du bourreau et de ses proches et la grande manifestation tunisoise. Les dessous reliant les initiatives américaines et européennes aux réseaux déployés pour jeter les bourgeois tranquilles dans les rues de Tunis émergeront certainement plus tard. Jusque là, par comparaison avec les manifestations dans les cités rurales, la capitale donnait l'impression de se protéger. Repliée sur elle-même, Tunis semblait si loin de ces cités rurales dont la jeunesse faisait face aux forces de répression depuis un mois. Toute l'ambiguïté des classes moyennes tunisiennes est là.

- LA REVOLUTION TELLE QU'ON L'AIME -

Laurent Delahousse, pour la circonstance, est plutôt dans la célébration d'une Tunisie lisse, en osmose avec Paris, au point de construire des espaces interchangeables.

Il s'agit d'une célébration drapée de l'émotion générale dont se couvrent ces Tunisiens que l'on nous dévoile soudain : Bertrand Delanoë et Serge Moati. Le maire de Paris et le producteur/journaliste de télévision nous font la lecture de ce qu'il faut comprendre à l'évènement et de ce qu'il représente pour la Tunisie et pour les Tunisiens. On en profite pour citer en les dénombant, ces Français, hommes politiques ou de la haute administration, au pouvoir ou dans l'opposition, aux racines tunisiennes si profondes qu'ils deviennent ipso facto partie prenante au renversement du tyran. C'est dire qu'ils sont la parole légitime, autorisée à délivrer le sens de la révolution et à en baptiser les couleurs.

A côté de ces illustres Tunisiens qui donnent leur version du régime policier comme s'ils avaient été les premiers à en souffrir, non sans mettre en garde contre les islamistes (Moati), le tableau s'étoffe en quelque sorte de Tunisiens bien choisis dans la confrérie de celui qui reçoit : Samah Soula reporter à France2 et Marwan Ben Yahmed directeur adjoint de *Jeune Afrique*, fils de l'inamovible Bachir Ben Yahmed. Le regard de ce quatuor, ciselé au rythme des encouragements que prodigue le maître de céans, nous transporte dans la célébration d'une Tunisie heureuse dont les souffrances endurées auraient été effacées, à peine ressenties, dès lors que l'ignoble se fut envolé. L'image de cette Tunisie devait être confortée par les scènes de liesse succédant en alternance avec les commentaires. La caméra nous transporte au milieu d'une foule joyeuse qui, en tous points, corrobore les envolées des commentateurs sur les Tunisiens « éduqués », « un peuple politisé », des manifestations propres. De la foule, la caméra extirpe, par la magie du montage soigné, un médecin franco-tunisien d'une trentaine d'années dont la mise inclinerait à penser qu'il a bénéficié, sur le tas, d'un maquillage de service itinérant. Ce cliché leader servi à plusieurs reprises, projeté sur une foule bien mise comme il sied à une population soucieuse de sa bonne apparence, finit par produire le message rassurant d'une Tunisie rassurante et d'une France à rassurer.

Le slogan *révolution du jasmin* et la pancarte *BENALI DEGAGE* nous aident à ne point divaguer au-delà d'une révolution bon-enfant juste bonne à châtier le mauvais père pour mieux préserver la famille. On aura compris que rassurer équivaut à mettre sous surveillance.

Havre de soleil tranquille pour une Europe hantée par le déferlement des foules islamistes, la Tunisie était protégée et célébrée à titre d'exemple. Mis à part quelques noyaux disséminés dans les organisations des droits de l'homme et quelques voix politiques et médiatiques qui dénonçaient le vrai visage de la Tunisie policière, l'opinion entretenue en France s'est constamment signalée par le soutien à un régime dont on se plaisait à vanter l'image de la réussite économique et de la tranquillité publique. L'image bénéficiait d'un cordon de protection que la France officielle et officieuse entretenait avec beaucoup d'application. Sujet récurrent, le statut de liberté des femmes et leur égalité avec les hommes, restituée, dans ces entretiens à répétition avec des femmes manager, les bienfaits du régime.

Jean-Michel Salvator, directeur adjoint du *Figaro*, sur France2 (16 janvier 2011), allait même jusqu'à soutenir que « *le Code tunisien de la famille était plus avancé que le Code de la famille en France* ». De quoi être tout de même un peu surpris. Mais c'est toute la force de la doxa : personne sur le plateau n'a relevé comment la France avait soudainement glissé du Code civil au Code de la famille. Même pas Caroline Fourest, l'égérie de la République laïque.

Traquant la nouveauté, l'image nous renvoie des airs de changement, voire de révolution, pour mieux nous imprégner d'une continuité adroitement ficelée dans l'emballage de qualificatifs attrayants. Ainsi en va-t-il du portrait dressé par Samah Soula (17 janvier 2011, journal de 13h sur France2) de Mohamed Ghannouchi : « *intègre, il jouit d'une réputation d'intégrité, de rigueur, il est respecté* ». La silhouette est assortie d'une qualité fleurant bon le paternalisme de substitution, le soir même, dans le 20h de David Pujadas. En direct de Tunis, l'avocate Bochra Belhadj Hamida tente de nous persuader que Mohamed Ghannouchi « *est un bon père de famille* », après avoir souligné que « *l'opposition ne peut pas gouverner... pour le nouveau gouvernement, on n'a pas le choix* ». Le réalisme politique se confond presque avec une de ces chatoyantes soirées de ramadhan dont France2 a pris l'habitude de nous gratifier.

Sur itélé (17 janvier 2011, 19h), Ziad Limam (Afrique Magazine) nous explique la reconduite de Mohamed Ghannouchi et des ministres restés en poste (Intérieur, Défense nationale, Affaires Etrangères, Economie et Finances, Justice) par « *la peur du vide : on aurait peut-être eu du mal à trouver des personnes de taille à les remplacer. Ces gens ont défini un cadre jouable* ». Tandis que l'envoyé spécial Olivier Ravanello formule la même idée derrière « *l'absence d'élite, pas de compétences capables de prendre la relève* ».

Slim Hamamou, blogueur fraîchement élevé à la dignité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Jeunesse, justifie le maintien du Premier ministre et des ministres de Ben Ali par « *l'expérience* » (dans l'émission de Pascale Clark sur France Inter, le 18 janvier 2011). Cela ne fait que conforter le point de vue de Serge Moati qui, en bon conseiller, en appelle à l'ordre : « *il faut de l'ordre, sinon ce serait le bordel et alors cela fera le jeu des islamistes* » (France Inter, chez Pascale Clark). L'ordre est assorti chez Moati d'observations fixant les Tunisiens comme « *un peuple doux, gentil, éduqué. Je suis un rescapé juif parmi environ 1200 juifs tunisiens qui sont heureux, optimistes* ». Il y a de quoi s'étonner sur l'irruption soudaine de ce qualificatif d'*éduqué* qui accompagne les commentaires sur la Tunisie et qui naturellement renvoie à son contraire, fruste, servant pratiquement d'instrument de mesure à la légitimité de la colère populaire. Juste de quoi tracer les lignes. Nul doute que l'on nous guide vers une protestation, une révolte encadrée, codée, en somme acceptable.

Au point où l'on serait tout à fait prêt à avaler le mea culpa d'ignorance de Mohamed Ghannouchi qui, comme ministre de Ben Ali, ne « *s'occupait que des questions économiques, loin de soupçonner qu'il y avait autant de problèmes, autant d'abus, autant d'enrichissements rapides* » (France24, 17 janvier 2011).

« Prudence et vigilance » sera également le crédo du buschien abdelwahab meddeb, voyant en Mohamed Bouazizi Ian Palach et appelant à l'émergence de Lech Walesa et de Vaclav Havel tunisiens sans jamais omettre le cri du cœur « *Merci l'Amérique!* » (France Inter et France Info, 17 janvier 2011). Risquons-nous à espérer, quand même, un autre avenir que celui dans lequel ont été plongés les pays d'Europe de l'Est.

- L'HONNEUR DU PEUPLE, L'HONNEUR DU JURISTE -

Un autre ton, plus travaillé dans sa partition, est adopté par *l'intellectuel juriste* qui met en scène son honneur perdu et retrouvé. Yadh Ben Achour, donné comme membre de la société civile, nommé par Mohamed Ghannouchi à la tête d'une *Commission Supérieure de Réformes Politiques*, raconte à quel point il avait honte quand, dans ses échanges universitaires à l'étranger, il devait affronter les regards. Or, voilà que le peuple tunisien, fait de « *vivacité, intelligence, maturité* », lui a rendu sa « *fierté* ». « *Aujourd'hui je peux circuler dans les mêmes cénacles la tête haute* ». Ces déclarations qui frisent l'indécence sont rapportés dans *El Watan* (19 janvier 2011), Radio Canada (17 janvier 2011, entretien avec Michel Désautels) et relayées par un politologue franco-algérien (entretien avec A. Metref, *Le Soir d'Algérie* du 29 janvier 2011), véritable souris blanche des laboratoires autoritaristes.

Dans l'hommage rendu au peuple tunisien qui viendrait, tel ce fidèle serviteur, déposer au pied du maître le fruit de sa révolte, on verrait presque pointer la larme à l'œil. Ainsi s'opère le rachat des connivences et de la complicité de *l'intellectuel-juriste* qui s'accommodait fort bien, mis à part quelques menus désagréments, de la dictature protectrice. Cette flatterie insidieuse, appliquée à un peuple abstrait, relève en somme des pratiques dynastiques des muphtis princiers et n'est que la marque profonde d'une citadinité confinant, sur des générations, à l'identité avec les pouvoirs établis. C'est pourquoi l'intégrité dont est gratifié Yadh Ben Achour appelle la circonspection. Nous sommes bien placés pour savoir ce que l'auréole d'intégrité appliquée par la revue *Pouvoirs* au front du président du Conseil Constitutionnel, en 1992, a coûté à l'Algérie et aux Algériens.

Rompue à toutes les ficelles du genre, le Président de la Commission Supérieure des Réformes politiques se propose de « *nettoyer le régime des lois liberticides* » tout en ne concevant pas de le faire en dehors de l'armature du pouvoir laissée en place. Il fait donner le tocsin contre ce qu'il appelle « *l'ivresse de la liberté* » et « *les comités de salut public* » empruntés, pour la circonstance, à la révolution française de 1789 (France Culture, 21 janvier 2011). Il s'agit de conserver à la Tunisie cette image-vitrine modérée, éduquée (dans le sens entendu par une certaine continuité où on sait obéir et faire obéir), rassurante, mais bien tenue en main par des lois d'exception à proximité des besoins d'ordre public. La recette réside dans « *la banalisation du RCD. Tout doit être relativisé. Il ne faut pas s'en prendre aux personnes. Si on devait faire ainsi, on ne pourrait plus travailler* ». Ces phrases viennent en écho à l'appel du ministre de l'Intérieur, reconduit, Ahmed Friaa qui met en garde « *contre la chasse aux sorcières* ».

A suivre ces penchants en passe d'ordonner la transition, on tirerait comme leçon que la tyrannie, l'arbitraire, les crimes contre l'humanité, sont des écoles de compétence à des fins de bonne gouvernance, pour reprendre le terme standard des agences de notation en tous genres.

Heureusement, la Tunisie est riche en compétences ne s'abreuvant pas aux mêmes sources. Elles nous rendent le pays dans ses vérités : c'est-ce que fait Taoufik Ben Brik en mettant fin à la mystification d'une *révolution du jasmin*, par la joie, inventée pour faire oublier les souffrances de l'alfa, de ces cités d'où a essaimé la révolte, Sidi Bouzid, Kesrein, Gafsa (France Inter, émission de Pascale Clark, 18 janvier 2011).

A une question de Robert Ménard, à propos du gouvernement Ghannouchi et de sa reconduction, « *dans quel état d'esprit êtes-vous ? Déçu, indigné, mal à l'aise ?* », Moncef Marzouki dénonce « *la continuité de la dictature sans dictateur* ». « *Je suis indigné parce qu'on se moque de l'intelligence des Tunisiens et inquiet pour l'avenir de la Tunisie* » (itélé, 17 janvier 2011).

Moins d'une semaine plus tard, les écrans français nous font découvrir une autre Tunisie, celle des Tunisiens sortis des cités maudites, affrontant une longue marche de protestation et administrant la preuve de leur implication, de leur engagement pour extirper la dictature dans ses racines. Donnés pour n'être que quelques centaines par les envoyés spéciaux, ils deviennent bien vite des milliers, décidés à obtenir le départ du cabinet Mohamed Ghannouchi. La détermination de cette Tunisie qui vient témoigner de ses blessures déchire le voile sur des questions soigneusement évitées par le professionnalisme des rédactions. Comment ne pas s'interroger sur l'intérim Ghannouchi et la procédure qui a conduit à son maintien ? Serait-ce en concertation avec l'ambassade américaine ?

Dans tous les cas, on a d'abord assisté à une auto-proclamation. S'instituant d'abord président par intérim, il bat en retraite sous les conseils de légalistes avertis de la nécessité de suivre le tracé constitutionnel. Les apparences sont sauvées : le président de l'Assemblée nationale nomme le Premier ministre sortant Chef du Gouvernement de transition. Sous la pression des manifestants, le gouvernement se déleste du poids des ministres de Ben Ali alors que le Premier d'entre eux s'accroche encore. Pour combien de temps ? L'entêtement de Mohamed Ghannouchi à se croire indispensable à la transition ne relève probablement pas du simple caprice. Il traduit à coup sûr des soutiens de poids qui n'apparaissent pas au grand jour. Les initiatives à venir dont est grosse la scène politique tunisienne mettront fin à cette pseudo-énigme.

En attendant, la Tunisie disparaît peu à peu des écrans. L'éruption égyptienne n'est pas la seule explication. La Tunisie du jasmin, recouverte par celle de l'alfa, devient un sujet moins accrocheur pour l'audimat.

Loin de toute illusion, Mounir Ben Aïcha, sur *Tunisia Watch*, cerne minutieusement l'apport offert au régime Ben Ali par le vivier de la Faculté de Droit de Tunis. C'est là que le président de la Commission de Réforme politique ira naturellement puiser les précieux collaborateurs (« *Ces enseignants de Droit qui ont retourné leur veste* », 1^{er} février 2011).

Baignant dans la tradition du réformisme autoritaire depuis le 19^{ème} siècle, avec Kheyreddine, la Tunisie n'en est jamais sortie. L'Islam versus modernité, sous Bourguiba, l'islamisme, sous Ben Ali, ont toujours constitué des rentes de légitimation. Alors même qu'ils sont exsangues, les islamistes subissent les assauts de mise en garde, voire d'accusation en forme de procès d'intention. Aux commentaires de Christian Mallard (FR3) ou de Bernard Guetta (France Inter) font écho les appels à la vigilance des spécialistes de la plume-modernité.

Rached Ghannouchi, rentré à Tunis le 30 janvier au bout de vingt ans d'exil, a beau expliquer qu'il n'entend briguer aucun mandat politique, que son parti s'est, depuis longtemps

aligné sur le respect du Code tunisien de la famille, qu'il s'inscrit dans le droit fil de l'AKP, parti islamiste turc au pouvoir, rien n'y fait.

Rendant un hommage poignant à Sadok Chourou, emprisonné durant dix-huit ans dont quatorze d'isolement, Moncef Marzouki s'inscrit dans une autre logique du rapport à la vie politique tunisienne. Refusant la lecture schématique dont sont affublés les islamistes d'ennahdha, il considère celui-ci comme un parti d'opposition réprimé au même titre que le sien, le parti du congrès pour la république.

*

* *

La transition qui s'ouvre semble déjà grosse d'un malentendu. Les uns sont persuadés de détenir les leviers d'une révolution populaire. Les autres, achevant une révolution de palais et disposant des appareils de répression, fourbissent les armes d'un réaménagement autoritaire. Le recours à l'islamisme comme rente de continuité n'est pas un simple effet d'annonce. Cette configuration confirme, à l'évidence, combien les ramifications de la dictature tunisienne ne s'arrêtent pas à Ben Ali. Beaucoup en ont supporté les contraintes pour profiter de ses bienfaits. Les islamistes sur qui se déchaîne un lynchage médiatique transnational sont ceux-là même qui portent dans leur chair, dans leur être, les souffrances infligées durant vingt-trois ans de dictature (Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie, Paris, La Découverte*, p. 6-11).

Symbole de la maltraitance et de l'humiliation de tout un peuple, ces souffrances sont des crimes contre l'humanité. Leur ignorance volontaire, au titre de la vengeance et de la haine, ne ferait que confirmer l'étendue des complicités vécues dans la bonne conscience.

Une fois déchiré le voile de la terreur, loin du terrorisme infligé par l'Etat au lien civil, social et politique avec le concours d'intellectuels de renom, il ne reste plus au peuple, dans ses diversités, qu'à s'emparer de la parole délibérante. La révolution, tant et si différemment aimée ne saurait être livrée, sans risque de viol, au simple jeu d'écriture de juristes en conclave et sur la filiation politique desquels le doute n'est plus de mise.

Lyon, le 4 février 2011.